

Bruxelles, le 17 -04- 1997



Monsieur Eric TOMAS
Secrétaire d'Etat à la Région
de Bruxelles-Capitale, chargé
du Logement et du Transport
rémunéré des personnes

avenue des Arts, 19 A-D
1210 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références
28.134/B/II/PN
HG/LD

Annexes

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

En sa séance du 5 décembre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée contre la Société régionale de Logement de la Région bruxelloise, qui, dans son périodique BGHM Info (n° 6 d'avril-mai-juin 1996), avait désigné par leur dénomination ou abréviation française une série de sociétés de logement.

*

* *

Conformément aux articles 1er, § 1er, 2°, et 18, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), les sociétés de logement bruxelloises doivent avoir une dénomination française et une dénomination néerlandaise.

En effet, la dénomination constitue une communication au public.

L'utilisation de la seule dénomination française est contraire aux lois précitées (cfr. avis 28.048/F du 18 avril 1996).

Partant, la C.P.C.L. déclare la plainte recevable et fondée.

La C.P.C.L. vous invite à lui communiquer la suite qui sera réservée au présent avis.

Copie du présent avis est notifiée à monsieur J. VANDE LANOTTE, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, au président de la SLRB, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS